



Dans chaque pays du monde contemporain, de la même manière que l'industrie pharmaceutique développe le secteur économique qui regroupe les activités de recherche, de fabrication et de commercialisation des médicaments, l'industrie touristique les activités économiques à caractère récréatif, l'industrie agro-alimentaire les activités industrielles qui transforment les matières premières issues de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche en produits alimentaires, etc., l'industrie qui planifie et gère de façon holistique l'ensemble des activités de tous les secteurs et aspects de la vie d'une nation s'appelle la politique.

À ce titre, l'industrie de la politique est permanemment en filigrane de tout, et est responsable du succès ou de l'échec de la planification, de la vision et des orientations stratégiques (moyen et long terme) de chaque enjeu de société, de la gestion tactique (court terme) et de la régulation du vivre-ensemble, au jour le jour dans la vie de la nation. Pour bien souligner cette nature intrusive et omniprésente de la politique dans tous les domaines de la vie du pays et de ses habitants, un proverbe canadien dit que «Si tu ne fais pas la politique, la politique te fera».

Il est universellement établi que constituer un monopole ou un cartel dans toute industrie nuit au développement positif de celle-ci, en détruisant entre autres la compétitivité, la créativité et l'innovation en son sein. Ainsi, des lois spécifiques anti-monopoles et anticartels ont été enchâssées dans les lois de chaque pays modèle de notre planète, afin de protéger l'intégrité

et le développement conséquent de chaque secteur industriel. Il en va de même pour l'industrie de la politique.

Dès lors, on se doit de bien comprendre et cerner les conséquences aux proportions cataclysmiques de tout jeu à l'apprenti sorcier, lorsqu'un cartel antipatriotique s'attelle à biaiser artificiellement, à perturber le cours normal ou à verrouiller les processus démocratiques universellement établis qui régissent la vie politique d'une nation, comme le font la France et son gouverneur colonial local, Paul Biya, en ce moment au Cameroun.

L'histoire du monde et tout étalonnage objectif des processus démocratiques à travers notre planète établissent invariablement que, pour être intègre et performant, les processus de cette industrie intrusive, incontournable et omniprésente qu'est la politique, notamment les processus électoraux doivent être :

1. Justes et équitables à l'égard de chacune des parties prenantes, notamment à l'égard de chaque candidat aux élections et chaque électeur, c'est-à-dire de toutes les composantes de la collectivité nationale.
2. Transparents, en ceci que chaque étape des processus doit être connue de tous et observable par tous.
3. Neutres et sans parti-pris
4. Traçables et vérifiables en cas de contestation.

En défaut des attributs ou métriques (critères de performance) des processus démocratiques ci-dessus énumérés, tout jeu politique devient biaisé et étriqué. Les élections deviennent alors une simple mascarade, une comédie et une grossière farce, sans aucune prise avec la vérité des urnes réellement exprimée par le peuple souverain. C'est le cas présentement au Cameroun, où aucune des métriques ci-dessus n'est respectée.

Il en résulte un hold-up électoral permanent qui fait le lit d'un monopole et de la formation subséquente des cartels antipatriotiques qui font allègrement main basse sur les ressources de la nation.

Dans le cas particulier du Cameroun, notre pays vassalisé et martyrisé par la France, le hold-up électoral systématique et récurrent de la France et de son gouverneur colonial local, monsieur Paul Barthélémy Biya a eu pour conséquence l'avènement d'un vicieux cartel politique antipatriotique qui met notre nation en coupe réglée. La conséquence observée est qu'aucun enjeu de notre société n'est réglé ou réglable dans l'intérêt de notre pays et de son peuple dans cette condition, puisque l'arbitrage démocratique souverain du jeu politique par le peuple camerounais est verrouillé et confisqué par le cartel France/Biya. Plus spécifiquement :

1. Le franchisé Paul Barthélémy Biya et son patron, la France, peuvent se permettre comme ils le font en ce moment, impunément décider unilatéralement que la forme centralisée et jacobine du Cameroun, héritée de l'époque coloniale française est immuable, intouchable et inchangeable, bien que cette forme coloniale de l'État soit un frein évident et insurmontable dressé contre développement et le vivre-ensemble dans notre pays (Crise Anglophone).
2. La France et son gouverneur colonial local, monsieur Biya, peuvent allègrement

poursuivre leur génocide en cours présentement contre nos compatriotes Anglophones, dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest de notre nation, en opposition évidente et flagrante aux intérêts du Cameroun et de la volonté unanime du peuple camerounais.

3. Les prévaricateurs patentés perchés au sommet de l'État camerounais peuvent continuer impunément et sans vergogne à se livrer à des détournements massifs, monstrueux et sans précédents de la fortune publique sans que le peuple camerounais n'ait aucune possibilité démocratique de se débarrasser du régime prébendier et coupable de monsieur Paul Barthélemy Biya.
4. Les ressources naturelles et économiques de notre pays peuvent continuer impunément à être bradées par le régime inique de monsieur Barthélemy Biya à ses acolytes impérialistes, au vu et au su de tous, sans que notre peuple n'ait la moindre possibilité pacifique et démocratique d'y mettre fin.
5. Le peuple camerounais peut continuer à s'enfoncer, voire s'enliser allègrement dans sa paupérisation galopante (appauvrissement croissant), bien que son pays soit aussi riche, et observer ses richesses s'envoler sous ses yeux sans avoir le levier démocratique pour y mettre un frein.
6. Le peuple camerounais peut continuer à observer, impuissant, la nation reculer sur tous les fronts de son développement (sanitaire, scolaire, industriel, économique, espérance de vie, etc.), pendant que les pays Anglophones voisins avancent triomphalement vers la modernité sans nous, sans aucune possibilité démocratique de se débarrasser des incompetents qui monopolisent le pouvoir par la tricherie et bloquent le progrès.

Pourtant, le programme électoral du président Maurice Kamto, élu démocratiquement par le peuple camerounais lors de la présidentielle du 7 octobre dernier, prévoit de façon crédible de s'attaquer avec compétence à chacun des enjeux nationaux ci-dessus énumérés et plus.

Cette confiscation du pouvoir du Président Maurice Kamto élu par le peuple camerounais, par l'usurpateur Paul Barthélémy Biya, empêche et retarde la mise en œuvre de ce programme électoral salubre, pour les générations actuelles et futures de notre pays.

Ainsi, tout développement économique, social ou de vivre-ensemble du Cameroun est mis en hibernation, dans un état de coma artificiel, par le récent *hold-up* électoral opéré par monsieur Biya et son patron, la France.

Loin le temps de se décourager, les patriotes camerounais doivent continuer la lutte et la pression soutenue contre ce Cartel, par la conjugaison de tous les moyens pacifiques et démocratiques. L'heure est trop grave et il est hors de question de se démobiliser.

Aussi, le mot d'ordre doit rester, la mobilisation, la mobilisation et encore la mobilisation et le suivi du plan national de la résistance émis par le Président élu Maurice Kamto et sa coalition gagnante.

Nous disons non à cet autre *hold-up* électoral de trop!

Que vive le Cameroun uni, juste, inclusif, apaisé et maître de son destin.

Michael Fogaing, Porte-parole de Diaspora pour la Modernité-Diaspora for Modernity

N.B.:

Diaspora pour la Modernité est une organisation de la société civile de la Diaspora camerounaise, pour qui l'indépendance des institutions démocratiques les unes des autres est la pierre angulaire de son activisme politique au Cameroun. Elle est basée au Canada.
